

# Diplomatie

## Paul Kagame sur tapis rouge et Emmanuel Macron sur des œufs

Jérôme Canard

Le Canard enchaîné, 15 juin 2026

**L'inauguration par les chefs d'Etat français et rwandais du mémorial du génocide de 1994 a tourné au casse-tête macronien. Comment recevoir Paul Kagame, tout en faisant l'impasse sur les rapports de l'ONU qui dénoncent le rôle joué par le Rwanda dans des massacres en cours en République démocratique du Congo ? Un « en même temps » qui favorise la mémoire sélective.**

L'inauguration, le 2 juin, à Paris, du mémorial consacré au génocide des Tutsis de 1994 a donné des migraines à l'Elysée. Macron devait tout à la fois présider cette cérémonie du souvenir aux côtés du chef de l'Etat rwandais, Paul Kagame, et éviter toute polémique sur le rôle du même Kagame accusé, lui aussi, de crimes contre l'humanité pour son

soutien (entre autres) à la milice M23 coupables de massacres, de viols et de pillages massifs à l'est de la République démocratique du Congo. Résultat : une visite présidentielle préparée en catimini et annoncée au dernier moment. Une grande première diplomatique ! Depuis trente ans, Paul Kagame accuse une partie des responsables politiques et militaires français de l'époque d'avoir appuyé voire guidé le régime auteur d'un génocide qui a provoqué entre 500 000 et 1 million de morts en 1994. A l'époque, la France de Mitterrand ne négotait pas son soutien en armes et en hommes au gouvernement dominé par l'ethnie majoritaire Hutu. Ce pouvoir était, depuis des années, l'auteur d'atrocités répétées contre la minorité Tutsie. Il était aussi en guerre contre la rébellion dirigée, depuis l'Ouganda, par le chef militaire

tutsi Paul Kagame. En 2026, recevoir en grande pompe celui qui, depuis des décennies, a multiplié les accusations publiques contre la France supposait donc quelques précautions...

## « La mort était partout »

Les anciens patrons de « Turquoise », du nom de l'opération militaire française décidée fin juin 1994 par François Mitterrand et censée mettre fin aux massacres, ont reçu moult coups de téléphone, mails et messages. La consigne ? Surtout, ne pas faire de ramdam autour de l'événement ni le présenter comme une visite officielle de Paul Kagame. Le tapis rouge déroulé pour le président rwandais devait rester invisible.

De même, l'ancien chef d'état-major particulier de François Mitterrand, Christian Quesnot, l'ex-secrétaire général de l'Élysée, Hubert Védrine, et d'autres acteurs de l'époque ont été invités, si la presse les consultait, à relativiser la portée de l'événement. Plus étonnant encore, il aura fallu attendre la veille de la cérémonie pour que l'AFP soit informée par l'Élysée de la venue du président rwandais. Le profil bas adopté visait aussi, concède un conseiller de Macron, à « *minimiser les risques de mo-*

*bilisation de la diaspora congolaise* ». Laquelle considère Kagame comme l'un des principaux acteurs de la tragédie qui se déroule aujourd'hui dans le Kivu. Un constat partagé par des groupes d'experts des Nations Unies et par des ONG qui documentent depuis des années – malgré les dénégations de Kigali – le soutien du Rwanda au groupe rebelle M23. Le 10 juin, Human Rights Watch a publié un document, sobrement intitulé « La mort était partout », qui décrit les exactions contre les populations civiles et appelle à des enquêtes sur les crimes des mercenaires. Les massacres en RDC ne datent pas d'hier : publié en 2010 par l'ONU, le rapport Mapping y recensait déjà 617 épisodes meurtriers et estimait que certaines opérations attribuées à l'Armée patriotique rwandaise pourraient, « *si une juridiction en apportait la preuve* », relever de crimes contre l'humanité. Un document suffisamment explosif pour que Kigali le qualifie à l'époque de « *dangereux* » et assez gênant pour que l'Élysée fasse comme s'il n'avait jamais existé. Aujourd'hui, Emmanuel Macron (conurrencé par Donald Trump !) tente de se poser comme l'homme du dialogue entre Kigali et Kinshasa. Une position d'équilibriste qui suppose de ne fâcher personne, surtout à quelques mois de l'élection du nouveau secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie. La rwandaise Louise

Mushikiwabo entend conserver son fauteuil, tandis que la RDC pousse sa propre candidate. Pour Paul Kagame, en revanche, l'inauguration du mémorial parisien est une grande réussite de communication. Depuis trois décennies, il est, aux yeux de l'opinion internationale, celui qui a mis fin au génocide des Tutsis. A juste titre, personne ne conteste l'horreur des crimes de 1994 ni le devoir de mémoire qui s'y attache. Mais cette image confère aussi au dirigeant rwandais un capital politique et moral, en dépit de toutes accusations qui le visent aujourd'hui. Le « *en même temps* » macronien a fait des émules à Kigali.